

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 avril 2013

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative aux sources innovantes
de financement du développement**

(déposée par Mme Laurence Meire et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 april 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de innoverende financieringsbronnen
voor ontwikkeling**

(ingediend door mevrouw Laurence Meire c.s.)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Questions et Réponses écrites
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
PLEN:	Séance plénière
COM:	Réunion de commission
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:

DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Plenum
COM:	Commissievergadering
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
e-mail : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La coopération au développement — et plus largement l'aide publique au développement (APD) — font aujourd'hui face à d'importants et nouveaux défis tant en termes de missions et d'objectifs que de financement.

Face à ces nouveaux défis, il faut rappeler que l'aide au développement relève de notre intérêt commun.

La crise économique actuelle et les conséquences de celle-ci sur les budgets nationaux ne doivent pas avoir pour effet collatéral de mettre à mal la solidarité internationale. Quoique de nature fragile, cette solidarité n'a jamais été aussi importante dans un monde de plus en plus globalisé, où les différences de développement deviennent toujours plus criantes et insupportables.

La crise économique actuelle, qui touche très durement les pays occidentaux, affecte également, directement ou non, massivement les populations du Sud, y compris dans les pays les plus pauvres, et ce en raison de l'érosion des marchés d'exportations et de la pression à la baisse de l'APD des pays du Nord dans le contexte des difficultés budgétaires et du ralentissement économique généralisé.

Pourtant, l'aide au développement continue et doit continuer à remplir un rôle essentiel dans la redistribution des richesses et dans la lutte contre les inégalités.

Elle contribue d'une manière significative au financement de biens publics mondiaux et à la préservation de la paix et de la stabilité mondiales. Le caractère durable et prévisible de ses financements lui permet ainsi de rester le canal le plus efficace pour atteindre les pays et les populations les plus pauvres.

Cependant, le contexte dans lequel l'APD évolue, change.

En effet, malgré l'importance de l'APD, celle-ci ne représente plus qu'une partie réduite des flux financiers Nord-Sud.

Ces changements imposent non seulement une adaptation des priorités, des structures et des pratiques de coopération, mais également des sources de financement tant au niveau belge et européen que mondial.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De ontwikkelingssamenwerking — en meer in het algemeen de officiële ontwikkelingshulp (ODA) — wordt momenteel geconfronteerd met nieuwe en aanzienlijke uitdagingen, zowel wat de taken en doelstellingen als wat de financiering betreft.

Gelet op die nieuwe uitdagingen, moet eraan worden herinnerd dat ontwikkelingshulp een zaak van gemeenschappelijk belang is.

De huidige economische crisis en de gevolgen daarvan op de nationale begrotingen mogen niet als neven-effect hebben dat de internationale solidariteit in het gedrang komt. Hoewel die solidariteit broos is, is ze nog nooit zo belangrijk geweest als vandaag in een almaar sterker geglobaliseerde wereld, waarin de verschillen in ontwikkeling steeds flagranter en ondraaglijker worden.

De huidige economische crisis, die de westerse landen ongenadig hard treft, heeft direct of indirect ook massaal een weerslag op de bevolkingsgroepen in het Zuiden (de armste landen inbegrepen), vooral als gevolg van de afkalving van de exportmarkten en de druk om de ODA van de landen in het Noorden terug te schroeven, zulks tegen de achtergrond van de begrotingsmoeilijkheden en de veralgemeende vertraging van de economie.

Ontwikkelingshulp speelt echter een essentiële rol in de welvaartsherverdeling en in de strijd tegen de ongelijkheden en moet dat ook blijven doen.

Ze draagt in significante mate bij tot de financiering van de mondiale collectieve voorzieningen, alsook tot de vredeshandhaving en de stabiliteit in de wereld. Dankzij de duurzaamheid en voorspelbaarheid van de wijze waarop ze wordt gefinancierd kan zij het doeltreffendste kanaal blijven om de armste landen en bevolkingsgroepen te bereiken.

Niettemin verandert de context waarbinnen de ODA evolueert.

Ondanks het belang van de ODA vertegenwoordigt ze immers nog slechts een fractie van de Noord-Zuid-geldstromen.

Die veranderingen vereisen niet alleen een bijstelling van de samenwerkingsprioriteiten, -structuren en -werkwijzen, maar ook van de financieringsbronnen op Belgisch, Europees én wereldvlak.

La prise de conscience selon laquelle un financement additionnel est indispensable pour atteindre les objectifs ambitieux de développement convenus au niveau mondial et en cours d'actualisation (OMD *post-2015*) a conduit de nombreux forums internationaux à rechercher des sources novatrices de financement destinées à compléter l'APD traditionnelle.

À cet égard, il n'existe toutefois pas de définition unique de ce qu'est un mécanisme novateur de financement du développement. Pour le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement, il s'agit de tout mécanisme complémentaire de l'aide publique au développement, prévisible et stable, et étroitement lié à l'idée de bien public mondial.

Pour le Groupe pilote, le mécanisme devrait en outre être lié au processus de mondialisation, par l'intermédiaire de taxes soit sur les secteurs qui sont considérés comme ayant le plus profité de la mondialisation (tel le secteur financier), soit sur les activités considérées comme néfastes à l'échelle de la planète (telles les émissions de carbone).

Ces taxes poursuivent ainsi un double but: d'une part, la régulation de ces activités et, d'autre part, la mobilisation de ressources additionnelles pour le financement de biens publics mondiaux, tels que la lutte contre les changements climatiques.

Un certain nombre d'autres initiatives ont été lancées de manière concrète (notamment en matière de santé) ou sont encore au stade de la réflexion (par exemple, le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement).

Dans ce cadre, l'on a vu apparaître des pistes qui devraient permettre de récolter des montants importants à l'échelle de la planète, comme la mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TTF), une taxation sur le transport maritime, les recettes de la mise aux enchères des droits des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que l'émission par le Fonds monétaire international de droits de tirage spéciaux, lesquels ont un effet de levier.

Plusieurs propositions existent à l'échelle mondiale qui permettraient de lever des fonds importants pour le développement de manière additionnelle. Citons, par exemple, la TTF, qui pourrait rapporter 15 à 75 milliards de dollars US par an¹ ou encore la taxe carbone, qui

¹ Une TTF à l'échelle de l'Union européenne pourrait rapporter 55 milliards d'euros par an, mais la part qui serait allouée au financement du développement n'a pas encore été définie.

De la prise de conscience que la réalisation de ces objectifs ambitieux de développement est en cours d'actualisation (OMD *post-2015*), il résulte que de nombreux forums internationaux ont recherché des sources novatrices de financement destinées à compléter l'APD traditionnelle.

À cet égard, il n'existe toutefois pas de définition unique de ce qu'est un mécanisme novateur de financement du développement. Pour le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement, il s'agit de tout mécanisme complémentaire de l'aide publique au développement, prévisible et stable, et étroitement lié à l'idée de bien public mondial.

Pour le Groupe pilote, le mécanisme devrait en outre être lié au processus de mondialisation, par l'intermédiaire de taxes soit sur les secteurs qui sont considérés comme ayant le plus profité de la mondialisation (tel le secteur financier), soit sur les activités considérées comme néfastes à l'échelle de la planète (telles les émissions de carbone).

Ces taxes poursuivent ainsi un double but: d'une part, la régulation de ces activités et, d'autre part, la mobilisation de ressources additionnelles pour le financement de biens publics mondiaux, tels que la lutte contre les changements climatiques.

Un certain nombre d'autres initiatives ont été lancées de manière concrète (notamment en matière de santé) ou sont encore au stade de la réflexion (par exemple, le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement).

Dans ce cadre, l'on a vu apparaître des pistes qui devraient permettre de récolter des montants importants à l'échelle de la planète, comme la mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TTF), une taxation sur le transport maritime, les recettes de la mise aux enchères des droits des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que l'émission par le Fonds monétaire international de droits de tirage spéciaux, lesquels ont un effet de levier.

Plusieurs propositions existent à l'échelle mondiale qui permettraient de lever des fonds importants pour le développement de manière additionnelle. Citons, par exemple, la TTF, qui pourrait rapporter 15 à 75 milliards de dollars US par an¹ ou encore la taxe carbone, qui

¹ Une TTF à l'échelle de l'Union européenne pourrait rapporter 55 milliards d'euros par an, mais la part qui serait allouée au financement du développement n'a pas encore été définie.

a un potentiel approximatif de 250 milliards de dollars US par an.

La concrétisation de ces propositions dépend cependant essentiellement d'un accord politique.

S'il n'existe pas d'estimation généralement acceptée du financement nécessaire pour atteindre les objectifs de développement convenus au plan international et pour mener ces activités d'intérêt général², force est de constater que les besoins sont très largement supérieurs aux moyens disponibles ou mis en œuvre.

Un certain nombre d'initiatives novatrices de financement ont été lancées, la plupart dans le but de contribuer à financer de nouveaux programmes mondiaux en matière de santé et certaines pour financer des mesures d'atténuation des conséquences des changements climatiques.

Ainsi, les fonds mondiaux pour la santé ont permis de vacciner des millions d'enfants et ont distribué des traitements contre le sida et la tuberculose à des millions de personnes dans les pays en développement.

Dans ces cas, les taxes prélevées au niveau international sont donc venues compléter les ressources publiques consacrées à la coopération internationale, mais jusqu'à présent, elles n'ont pas permis de mobiliser des sommes importantes. Il est estimé que depuis 2002, 5,8 milliards de dollars ont été mobilisés pour le financement des programmes dans le domaine de la santé et 2,6 milliards pour les programmes liés aux changements climatiques et à la protection de l'environnement.

Même s'il s'agit de projets internationaux intéressants, force est de constater qu'ils ne constituent que des tentatives de faible ampleur au regard des défis de développement qui sont ceux de notre planète.

Depuis de nombreuses années, la Belgique se positionne dans le peloton de tête des pays donateurs au niveau mondial. Cette présence active sur la scène de la coopération a contribué à renforcer sa crédibilité sur la scène internationale.

Comme il l'a fait depuis des années, notre pays doit poursuivre son rôle de pionnier dans la mise en œuvre de la TTF, laquelle, par l'initiative de onze pays européens, dont la Belgique, pourrait enfin voir le jour en 2014 à l'échelle des pays participant à la coopération

² Nations Unies, "À la recherche de nouveaux modes de financement du développement", Étude sur la situation économique et sociale, 2012.

lasting, die een potentiële jaaropbrengst van ongeveer 250 miljard US dollar kan genereren.

De concrete tenuitvoerlegging van die voorstellen hangt in wezen echter af van een beleidsakkoord.

Ofschoon er geen algemeen aanvaarde raming bestaat van de financiering die vereist is om de internationaal overeengekomen ontwikkelingsdoelstellingen te halen en om die activiteiten van algemeen belang te verrichten², kan men niet om de vaststelling heen dat de behoeften veel groter zijn dan de beschikbare of momenteel aangewende middelen.

Er werden een aantal innoverende financieringsinitiatieven genomen, waarvan de meeste ertoe strekten bij te dragen tot de financiering van nieuwe wereldwijde programma's in de gezondheidszorg, naast sommige die dienden ter financiering van de maatregelen om de gevolgen van de klimaatverandering te milderen.

Aldus konden dankzij de wereldwijde middelen voor gezondheidszorg miljoenen kinderen worden gevaccineerd; tevens werden aids- en tbc-behandelingen verdeeld ten behoeve van miljoenen mensen in de ontwikkelingslanden.

In die gevallen zijn de internationaal geheven belastingen de aan internationale samenwerking besteedde overheidsmiddelen komen aanvullen, maar tot dusver heeft dat nog geen aanzienlijke bedragen opgeleverd. Geraamd wordt dat sinds 2002 5,8 miljard US dollar werd aangewend ter financiering van de gezondheidsprogramma's en 2,6 miljard US dollar voor de programma's in verband met klimaatverandering en milieubescherming.

Al gaat het dan om interessante internationale programma's, toch zijn het maar zwakke pogingen tegen de achtergrond van de wereldwijde uitdagingen op het gebied van ontwikkeling.

Al vele jaren behoort België als donorland wereldwijd tot de koplopers. Onze zichtbare aanwezigheid op het vlak van ontwikkeling heeft bijgedragen tot een versterkte geloofwaardigheid op internationaal niveau.

Ons land neemt al vele jaren het voortouw in de totstandbrenging van de BFT en moet dat blijven doen. Die belasting — een initiatief van elf Europese landen waaronder België — zou in 2014 eindelijk toepassing kunnen krijgen in de landen die deelnemen aan de

² Verenigde Naties, World economic and social survey – In Search of New Development Finance, 2012.

renforcée européenne en la matière, même si l'on ne sait pas encore comment celle-ci sera exactement prélevée ou affectée³.

Comme le rappelait la note de politique générale du ministre de la Coopération au développement, "la Belgique portera une attention particulière aux instruments novateurs de financement du développement, y compris les taxes régionales et internationales, pour financer les biens publics mondiaux telle la lutte contre les changements climatiques"⁴.

Pour rappel, en juin 2011, le groupe PS de la Chambre des représentants avait déjà déposé une proposition de loi visant à instaurer un prélèvement de 0.05 % sur les transactions financières. Cette proposition prévoit que les bénéfices de la TTF pourraient ainsi être utilisés, dans le budget de l'État, pour financer un plan de relance, mais également pour la coopération au développement⁵.

Au-delà de l'apport de nouvelles sources de financement, la question soulevée par le débat sur les sources innovantes de financement du développement concerne également celle de la gouvernance et de l'utilisation de celles-ci.

S'il est souhaitable de diversifier les sources de financement à l'échelle européenne et mondiale, il s'agit également pour la communauté internationale d'édicter des règles et des principes communs quant à l'utilisation de ces nouvelles sources, afin de garantir l'efficacité des actions de développement financées grâce à celles-ci. Il s'agit également d'assurer la cohérence de ces politiques ainsi que la bonne gouvernance dans l'utilisation de ces ressources additionnelles.

Ce débat doit dès lors également s'accompagner d'une approche en termes d'utilisation de ces ressources pour le renforcement des capacités (transfert de technologies, etc.) et pour le renforcement des

intensievere Europese samenwerking terzake, ook al is nog niet precies geweten hoe de BFT zal worden geheven of hoe ze zal worden aangewend³.

Zoals de minister van Ontwikkelingssamenwerking in zijn beleidsnota memoreerde : "België zal bijzondere aandacht schenken aan de nieuwe financieringsinstrumenten van de ontwikkelingssamenwerking, met inbegrip van de gewestelijke en internationale belastingen, die de mondiale collectieve goederen zoals de strijd tegen de klimaatverandering dienen te financieren"⁴.

We herinneren er kort aan dat de PS-Kamerfractie in juni 2011 al een wetsvoorstel had ingediend tot instelling van een belasting van 0.05 % op de financiële transacties. Dat wetsvoorstel bepaalt dat de winst van de BTF ten belope van twee derde voor de staatsbegroting zou kunnen worden gebruikt om een relanceplan op te starten, maar ook als extra steun aan ontwikkelingssamenwerking⁵.

Naast de inbreng van nieuwe financieringsbronnen heeft de vraag die het debat over de innoverende financieringsbronnen voor ontwikkeling heeft opgeworpen ook betrekking op de kwestie van het beheer en het gebruik van die bronnen.

De financieringsbronnen op Europees en wereldniveau diversifiëren, is weliswaar wenselijk, maar de internationale gemeenschap moet ook regels en gemeenschappelijke beginselen uitvaardigen inzake het gebruik van die nieuwe bronnen om te waarborgen dat de dankzij die bronnen gefinancierde ontwikkelingsacties doelmatig zijn. Voorts gaat het erom te zorgen voor de samenhang van dat beleid en voor goede *governance* bij het gebruik van die bijkomende middelen.

Dat debat moet dus ook gepaard gaan met een denkoefening over hoe die middelen kunnen worden aangewend voor de versterking van de capaciteiten (overdracht van technologie enzovoort) en ter versterking van

³ "La Commission [européenne] a proposé qu'une partie de ces recettes puisse être utilisée en tant que ressource propre du budget de l'Union, ce qui entraînerait une diminution équivalente des contributions nationales fondées sur le RNB des États membres participants. Les recettes revenant aux budgets nationaux pourraient permettre aux États membres d'assainir les finances publiques, d'investir dans des actions en faveur de la croissance ou de respecter les engagements pris en matière d'aide au développement. En dernier ressort, il appartiendra aux États membres participants de décider de l'affectation des recettes de la TTF". Voir MEMO 13/98 du 14 février 2013.

⁴ Note de politique générale, Ch. repr., DOC 53 2586/002, p. 16.

⁵ Proposition de loi instaurant une taxe sur les transactions financières spéculatives, Ch. repr., DOC 53 1632/001. Selon cette proposition, 75 % des recettes récoltées qui seraient alloués à l'État seraient, à concurrence de deux tiers, affectées au budget de l'État fédéral, alors que le tiers restant serait consacré à offrir une aide additionnelle à la coopération au développement.

³ "De [Europese] Commissie heeft voorgesteld om een deel van de inkomsten te gebruiken als een eigenmiddelenbron voor de EU-begroting, waardoor de nationale bni-bijdragen van de deelnemende lidstaten in dezelfde orde van grootte zouden dalen. De inkomsten voor de nationale begrotingen zouden kunnen worden aangewend om de overheidsfinanciën te helpen consolideren, in groeibevorderende activiteiten te investeren of toezeggingen op het gebied van ontwikkelingshulp na te komen. Maar uiteindelijk zijn het de deelnemende lidstaten die over de besteding van de FTT-inkomsten zullen beslissen.", zie MEMO 13/98 van 14 februari 2013.

⁴ Beleidsnota, Kamer, DOC 53 2586/002, blz. 16.

⁵ Wetsvoorstel tot instelling van een belasting op speculatieve financiële transacties, Kamer, DOC 53 1632/001. Luidens dat wetsvoorstel zou 75 % van de ontvangsten die aan de Staat zou worden toegekend, ten belope van twee derde voor de begroting dienen, terwijl het overblijvende derde zou worden gewijd aan bijkomende steun aan ontwikkelingssamenwerking.

structures décisionnelles et partenaires (publiques et civiles) des pays en voie de développement.

Pour ce qui est de la gouvernance mondiale, les taxes et autres prélèvements, au-delà de l'apport de nouveaux fonds, servent aussi à réguler des comportements susceptibles de porter atteinte aux objectifs internationaux de développement (telles les émissions de gaz à effet de serre, la spéculation financière *lato sensu*, etc.).

Dans le cadre de ce débat important sur la recherche de ces nouvelles ressources et leur utilisation, dans les différents forums européens et internationaux, notre pays doit continuer de faire entendre sa voix, mais aussi de déployer son expertise.

Actuellement, les débats en cours au niveau de la présidence irlandaise du Conseil européen et de la communauté internationale sur le Fonds Climat Vert ("Green Climate Fund") en sont l'illustration. En effet, si ce fonds n'est pas encore opérationnel, celui-ci devra être alimenté d'ici 2020 avec des sources innovatrices à hauteur de 100 milliards de dollars US.

Dans ce cadre il est nécessaire d'identifier une trajectoire permettant d'atteindre cet objectif afin que notre pays puisse pleinement jouer son rôle.

Dès lors, pour les auteurs de la présente proposition de résolution, l'objectif de ce texte est d'envoyer un message clair et constructif au gouvernement fédéral, afin qu'il continue dans son ensemble à soutenir les initiatives qui conduiront vers de nouveaux modes de financement du développement additionnels afin de répondre aux défis du développement à l'échelle d'une planète qui, pour faire face aux défis qui sont les siens, en a plus que jamais besoin.

L'amélioration de la qualité de vie de chacun — quel que soit son continent — est un devoir de solidarité au sein d'un partenariat riche tant sur le plan humain que des valeurs. Ce partenariat mérite d'être pleinement financé.

de besluitvormings- en partnerschapsstructuren (zowel publiek als privé) van de ontwikkelingslanden.

Wat de mondiale *governance* betreft, dienen de taken en andere heffingen, behalve dat ze nieuwe fondsen inbrengen, ook om via regulering gedragingen te sturen die afbreuk zouden kunnen doen aan de internationale ontwikkelingsdoelen (zoals de uitstoot van broeikasgassen, de financiële speculatie in de ruime zin enzovoort).

Ons land moet zijn stem blijven laten horen en zijn expertise blijven ontplooien in het kader van dat belangrijke debat over het zoeken naar die nieuwe middelen en over het gebruik ervan in de Europese en internationale fora.

De thans op het niveau van het Ierse voorzitterschap van de Europese Raad en van de internationale gemeenschap aan de gang zijnde debatten over het *Green Climate Fund* zijn daar een voorbeeld van. Dat fonds is weliswaar nog niet operationeel, maar het moet tegen 2020 ten belope van 100 miljard US dollar worden gestijfd met innoverende bronnen.

Binnen dat raamwerk is een oplossing nodig die de mogelijkheid biedt dat doel te bereiken zodat ons land zijn rol ten volle kan spelen.

De indieners van dit voorstel van resolutie beogen met deze tekst een duidelijke en constructieve boodschap te richten aan de federale regering zodat ze in haar geheel de initiatieven blijft steunen die zullen leiden tot nieuwe bijkomende financieringswijzen voor ontwikkeling, teneinde in te spelen op de planetaire ontwikkelingsuitdagingen die de wereld, om het hoofd te bieden aan de uitdagingen waar hij voor staat, meer dan ooit nodig heeft.

De verbetering van de levenskwaliteit van elkeen — ongeacht op welk continent hij of zij leeft — is een collectieve solidariteitsplicht in een zowel op menselijk vlak als inzake waarden rijk partnerschap. De partnerschap verdient voluit te worden gefinancierd.

Après que l'économie réelle a été mise à mal et les plus pauvres menacés (spéculation sur les denrées alimentaires...), il s'agit notamment via ces nouvelles sources de financement de mettre à contribution ceux par qui la crise est arrivée, notamment via la TTF.

Laurence MEIRE (PS)
Christiane VIENNE (PS)
Olivier HENRY (PS)
Patrick MORIAU (PS)
Karine LALIEUX (PS)
Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)

Nadat de reële economie in gevaar werd gebracht en de armsten werden bedreigd (speculatie op de voedingsmiddelen enzovoort) gaat het er onder meer om via die nieuwe financieringsbronnen degenen die de crisis hebben veroorzaakt te laten bijdragen, onder andere via de BFT.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD);

B. considérant que 2015 constitue l'année d'échéance pour la réalisation des OMD;

C. considérant qu'un nouveau cadre *post-2015* de coopération internationale est en cours d'élaboration;

D. considérant les défis en matière de développement à l'échelle de la planète (réchauffement climatique, sécurité alimentaires...) et considérant que les ressources actuelles d'APD — mises sous pression par la crise économique — ne suffisent pas à tous les relever;

E. considérant le potentiel des mécanismes novateurs de financement du développement;

F. considérant que la concrétisation de ce potentiel implique de nouveaux types d'accords internationaux et une modification de la gouvernance mondiale;

G. considérant que la mise en place de ressources innovantes de financement à l'échelle européenne et internationale constitue certes un moyen de mobiliser de nouvelles ressources au profit du développement, mais que de telles ressources constituent également un moyen de réguler des comportements susceptibles d'entraver le développement (émissions de gaz à effet de serre, spéculation financière, etc.);

H. considérant que le débat au sujet des ressources innovantes de financement doit s'accompagner d'une approche basée sur la cohérence des politiques de développement en termes d'utilisation transparente de ces ressources pour le renforcement des capacités des pays en voie de développement et le renforcement des structures décisionnelles et partenaires (publiques et civiles) de ceux-ci;

I. considérant le rôle pionnier que la Belgique doit continuer de jouer en matière d'APD;

J. considérant que notre pays est suppléant de la Suède dans le Comité de gestion du "Fonds Climat Vert" ("Green Climate Fund") et considérant que notre pays fera le maximum pour donner suite à la recommandation européenne dans le cadre du Paquet Climat Énergie

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. wijst op de Millenniumontwikkelingsdoelen (MOD);

B. herinnert eraan dat de MOD in 2015 hun beslag moeten hebben gekregen;

C. geeft aan dat momenteel werk wordt gemaakt van een nieuw kader voor internationale samenwerking voor de periode na 2015;

D. attendeert op de uitdagingen inzake wereldwijde ontwikkeling (opwarming van de aarde, voedselzekerheid enzovoort), alsook op het feit dat de huidige officiële ontwikkelingshulp, die door de economische crisis onder druk komt te staan, niet volstaat om al die uitdagingen aan te gaan;

E. wijst op het potentieel van de innoverende financieringsmechanismen voor ontwikkeling;

F. weet dat de aanwending van dat potentieel impliceert dat nieuwsoortige internationale overeenkomsten zullen moeten worden gesloten en dat de mondiale *governance* zal moeten worden gewijzigd;

G. wijst erop dat het instellen van vernieuwende financieringsinstrumenten op Europees en internationaal niveau weliswaar een middel is om nieuwe instrumenten in stelling te brengen te bevordering van ontwikkeling, maar dat dergelijke instrumenten tevens een middel vormen om gedragingen te reguleren die de ontwikkeling kunnen ondergraven (uitstoot van broeikasgassen, financiële speculatie enzovoort);

H. meent dat het debat over de innoverende financieringsinstrumenten gepaard moet gaan met een aanpak die gestoeld is op een coherent ontwikkelingsbeleid, door die instrumenten transparant aan te wenden om het potentieel van de ontwikkelingslanden, alsook de besluitvormings- en partnerschapsstructuren (zowel publiek als privé) van die landen uit te bouwen;

I. wijst erop dat België zijn voortrekkersrol op het vlak van officiële ontwikkelingshulp moet blijven spelen;

J. attendeert erop dat ons land Zweden vervangt in het beheercomité van het *Green Climate Fund* en dat België tot het uiterste zal gaan om gevolg te geven aan de Europese aanbeveling om in het kader van het EU-klimaat-/energiepakket de opbrengst van de veiling van

de l'UE de consacrer la moitié des recettes de la mise aux enchères des quotas d'émissions de gaz à effet de serre à la lutte contre les changements climatiques et à l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en voie de développement;

K. considérant l'importance de veiller à la cohérence des politiques menées par une multitude d'acteurs en faveur des objectifs du développement;

L. considérant le débat actuel au niveau européen sur la mise en place, via une coopération renforcée, d'une TTF et les ressources potentielles que celle-ci pourrait générer⁶;

M. considérant l'importance de mettre à contribution les secteurs ayant le plus profité de la mondialisation, comme le secteur financier, ainsi que les comportements polluants;

N. considérant le besoin essentiel d'augmenter la transparence des flux financiers existants en matière de développement, notamment ceux du secteur privé;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de promouvoir la diversification des sources pour le financement des politiques de développement — nationales, européennes et internationales, publiques et privées — ainsi que des actions de nature financière et non financière visant à promouvoir un développement durable;

2. de continuer de soutenir l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (TTF), dans un premier temps via une coopération renforcée au sein de l'UE, puis à l'échelle de l'ensemble de l'Union européenne et à l'échelle internationale;

3. de plaider activement, en concertation avec les États membres de l'UE, pour que dans le cadre de la mise en œuvre d'une coopération renforcée dans le domaine de la TTF, une partie des ressources ainsi générées soit consacrée à offrir une aide additionnelle à la coopération au développement au niveau national et européen;

4. d'accompagner la promotion de la diversification des sources de financement d'une approche basée sur la cohérence des politiques de développement,

⁶ Proposition de directive du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières, COM/2013/0071.

de broeikasgasemissierechtenquota voor de helft te besteden aan de bestrijding van de klimaatverandering en aan de aanpassing van de ontwikkelingslanden aan die klimaatwijziging;

K. beseft dat het voor de verwezenlijking van de Millenniumontwikkelingsdoelen belangrijk is erop toe te zien dat de beleidslijnen van de vele actoren met elkaar sporen;

L. wijst op het huidige debat op Europees niveau over het instellen, via nauwere samenwerking, van een belasting op financiële transacties (BFT), alsook op de mogelijke opbrengst welke die belasting zou kunnen genereren⁶;

M. geeft aan dat het belangrijk is de sectoren die het meest gebaat zijn geweest bij de mondialisering, zoals de financiële sector, alsook de vervuilers, te doen bijdragen;

N. attendeert op de wezenlijke behoefte aan meer transparantie van de bestaande geldstromen inzake ontwikkeling, meer bepaald die van de privésector;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de diversificatie van de financieringsbronnen van het beleid — zowel nationaal, Europees en internationaal als publiek en privé — te bevorderen, alsook financiële en niet-financiële initiatieven aan te moedigen die duurzame ontwikkeling bevorderen;

2. de invoering van een belasting op financiële transacties (BFT) te blijven steunen, in een eerste fase via nauwere samenwerking binnen de EU, en vervolgens op het niveau van de hele Europese Unie en op internationale schaal;

3. in overleg met de EU-lidstaten actief te bepleiten dat, in het kader van nauwere samenwerking inzake de BFT, een deel van de aldus gegenereerde inkomsten wordt besteed aan bijkomende nationale en Europese steun aan ontwikkelingssamenwerking;

4. de bevordering van de diversificatie van de financieringsbronnen te koppelen aan een aanpak die gestoeld is op een coherent ontwikkelingsbeleid, meer

⁶ Voorstel voor een Richtlijn van de Raad tot uitvoering van de nauwere samenwerking op het gebied van belasting op financiële transacties, COM/2013/0071.

notamment en veillant activement à l'utilisation transparente de ces ressources et au renforcement des capacités des pays en voie de développement;

5. de participer pleinement aux travaux du "Leading Group" devant conduire à de véritables initiatives en matière de ressources innovantes additionnelles pour l'APD;

6. d'élaborer, en concertation avec les États membres de l'UE, un plan permettant d'atteindre le plus tôt possible l'objectif du financement d'ici 2020 du "Fonds Climat Vert" avec des sources innovantes à hauteur de 100 milliards de dollars US;

7. de donner suite à la recommandation européenne de consacrer la moitié des revenus de la mise aux enchères des droits des émissions de gaz à effet de serre à la lutte contre les changements climatiques et à l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en voie de développement.

25 mars 2013

Laurence MEIRE (PS)
 Christiane VIENNE (PS)
 Olivier HENRY (PS)
 Patrick MORIAU (PS)
 Karine LALIEUX (PS)
 Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)

bepaald door er actief op toe te zien dat die middelen transparant worden aangewend en dat de capaciteiten van de ontwikkelingslanden worden uitgebouwd;

5. voluit mee te werken aan de werkzaamheden van de *Leading Group*, die moeten uitmonden in levensvatbare initiatieven gericht op bijkomende innoverende financieringsinstrumenten voor de officiële ontwikkelingshulp;

6. samen met de EU-lidstaten een plan uit te werken om de beoogde financiering tegen 2010 van het *Green Climate Fund* zo snel mogelijk rond te hebben met innoverende financieringsbronnen ten bedrage van 100 miljard US;

7. uitvoering te geven aan de Europese aanbeveling om de opbrengst van de veiling van de broeikasgasmisserieschten voor de helft te besteden aan de bestrijding van de klimaatverandering en aan de aanpassing van de ontwikkelingslanden aan die klimaatwijziging.

25 maart 2013